

# **2019-UNAT-922, Haq and Kane**

## Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a considéré un appel du secrétaire général. En termes de créance, Unat s'affronte doutait que la demande était à recevoir, mais en raison de certaines incertitudes et parce que l'affaire était d'un intérêt général, il déciderait de l'affaire sur le fond. Sur les mérites, Unat a jugé que UNDT avait commis une erreur de droit en concluant que Mme Haq et Mme Kane avaient le droit fondamental d'être pleinement et précisément informé de leurs droits de pension au moment de leurs rendez-vous. Unat a jugé que UNDT avait commis une erreur en droit en ne considérant pas que le règlement du personnel 4. 1 n'oblige pas le Secrétaire général à transmettre le règlement de l'UNJSPF à un membre du personnel avec la lettre de nomination lors de la nomination. Unat a soutenu qu'il était suffisant pour les avoir alertés en attirant leur attention sur les réglementations et règles de l'UNJSPF selon lesquelles leurs nominations au niveau du secrétaire général pourraient avoir un impact sur leur statut de pension et leurs droits, et qu'il était de leur responsabilité de se familiariser avec les règlements ou demander des conseils supplémentaires. Unat a jugé que, comme il n'y avait pas de violation du devoir et, par conséquent, aucune illégalité de la part de l'administration, il ne pouvait y avoir d'attribution de compensation pour préjudice matériel ou moral. Unat a noté qu'il n'avait pas à examiner si Mme Haq et Mme Kane avaient établi un lien de causalité entre la violation présumée du devoir et leur situation de retraite actuelle et qu'ils n'avaient subi aucun préjudice financier. UNAT a accordé l'appel et inversé le jugement de l'UND.

## Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Les requérants ont contesté le rejet par le Secrétaire général de la demande de résoudre et de rectifier l'échec de l'organisation à remplir son obligation de diligence dans le cadre de l'obligation de divulguer et d'offrir des remèdes alternatifs pour les effets négatifs sur leur pension des arrangements contractuels pour le De dernières années de service que le secrétaire général adjoint et les niveaux de sous-secrétaire

général. UNDT a déterminé que le rejet par le Secrétaire général de la demande était illégal et a ordonné la résiliation du rejet de leur demande ou de leur paiement au lieu de l'annulation. UNDT a attribué à chaque demandeur 10 000 USD en tant que dommages-intérêts moraux et le paiement des dommages-intérêts matériels d'un montant à établir par le Secrétaire général.

## Principe(s) Juridique(s)

Le Secrétaire général n'est pas tenu de transmettre le règlement de l'UNJSPF à un membre du personnel avec la lettre de nomination lors de la nomination.

## Résultat

Appel accordé

## Applicants/Appellants

Haq and Kane

## Entité

PDNU

## Numéros d'Affaires

2018-1215

## Tribunal

TANU

## Lieu du Greffe

New york

## Date of Judgement

6 Avr 2021

## President Judge

Juge Knierim

## Language of Judgment

Anglais

## Type de Décision

Jugement

## Catégories/Sous-catégories

Prestations et droits

Pension (voir aussi, CCPPNU)

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU)

## Droit Applicable

Règlement du personnel

- Annexe II
- Article 4.1

TCNU Statut

TANU Statut du Tribunal

- Article 2.1(a)

CCPNU Règlements

- Article 28(d)

## Jugements Connexes

UNDT/2018/099